

CADRE FINANCIER

2014

Ce cadre financier présente les mesures budgétaires qui permettront de mettre en œuvre la vision économique et sociale de Québec solidaire lors du prochain mandat.

Le résultat était prévisible : une relance économique anémique accompagnée d'une dégradation de l'accessibilité et de la qualité des services publics, un accroissement des inégalités et un appui grandissant des pouvoirs publics à la vieille économie issue du XX^e et même du XIX^e siècle. Le Québec doit faire des choix, et le statu quo serait la pire des options.

Pour l'amour d'un Québec vert, libre et juste, Québec solidaire propose un plan de développement économique axé sur deux objectifs centraux : sortir de notre dépendance au pétrole et relancer le développement des services publics. Ce cadre budgétaire vise à mettre les finances publiques au service de la création d'emplois dans des secteurs d'avenir et à entreprendre un virage résolu vers une économie beaucoup plus verte. Ces propositions permettront de relever le plus grand défi du présent siècle : l'urgence de lutter contre les changements climatiques.

FAITS SAILLANTS

Horizon budgétaire

Ce cadre financier sera mis en œuvre sur un horizon de 5 ans et représente de nouveaux investissements de plus de 10 milliards de dollars dans l'économie. Un gouvernement de Québec solidaire implantera progressivement des réformes ambitieuses mais réalistes : tout ne peut être réalisé dès la première année. Ce cadre s'appuie sur les projections de croissance économique et de croissance de revenus réalisées par le ministère des Finances à la veille du déclenchement des élections. Il s'appuie donc sur les données les plus récentes disponibles.

Cependant, pour maintenir le niveau de dépenses prévu au-delà de ces cinq années, il prévoit aussi une hausse du taux de croissance des revenus autonomes au terme du premier mandat, conséquence des investissements réalisés dans ce cadre.

Revenus

Québec solidaire est le seul parti qui identifie des sources de revenus supplémentaires pour financer les missions de l'État. Ce cadre budgétaire vise à redonner une plus grande équité au régime fiscal, rééquilibrant le fardeau entre les particuliers et les

entreprises, notamment les entreprises financières.

Dépenses

Les budgets du ministre Marceau mettent les services publics sous pression. Sous le vocable « contrôle des dépenses », le gouvernement péquiste a effectué des compressions encore plus douloureuses que celles administrées par ses prédécesseurs. Ironiquement, le budget Marceau refuse de s'attaquer à certaines formes de gaspillage comme le prix des médicaments.

Le taux de croissance des dépenses promis par le ministre Marceau est d'à peine 2 % et des compressions budgétaires de presque 1 % sont prévues dans une série de programmes. Québec solidaire propose plutôt une augmentation moyenne de 4 % pour tenir compte de la hausse naturelle du coût de ces programmes. L'ensemble des nouvelles mesures, dont cette croissance budgétaire de 4 %, permettront d'améliorer les conditions de travail de ceux et celles qu'emploie l'État.

Équilibre budgétaire

Québec solidaire refuse la logique d'un déficit zéro à tout prix et à brève échéance. Depuis 18 mois, le Québec a pu constater

que l'empressement de réaliser le déficit zéro a mené à des décisions malheureuses et à des conséquences désastreuses, notamment les compressions à l'aide sociale.

Ce cadre budgétaire vise à mettre les finances publiques au service de la création d'emplois dans des secteurs d'avenir et à entreprendre un virage résolu vers une économie beaucoup plus verte.

Ce cadre budgétaire propose de transformer le « Fonds des générations » en « Fonds de stabilisation des finances publiques ». Tout d'abord, Québec solidaire réduira de 1 milliard de dollars par année les sommes qui y sont versées. Les montants qui s'y trouvent déjà serviront en priorité à combler les déficits lors de périodes de crise. Le Fonds demeurera, mais sera plafonné à 10 milliards de dollars, et les excédents serviront à réduire la dette du Québec pour assurer sa stabilisation à long terme.

DÉPENSES

Situation budgétaire

(en millions de dollars)

Croissance des dépenses à 4 %	3 577
Déficit prévu actuellement	1 500
TOTAL	5 077

Nouveaux projets

(en millions de dollars)

	Opérations (moyenne annuelle)	Immobilisations (total sur 5 ans)
Revenu minimum garanti	1 700	
Plan de sortie du pétrole	1 081	23 000
Santé	980	600
Éducation supérieure	900	
Éducation primaire et secondaire	650	500
Élimination de la taxe santé	630	
Création de 50 000 logements sociaux	500	3 320
Organismes communautaires	360	
Garderies à 7 \$	125	
Culture	60	
Agriculture	60	75
Assemblée constituante	50	
Régions	40	200
Assurer le respect de la loi 101	15	
Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi	10	
TOTAL	7 161	27 695
Service de la dette supplémentaire	1 150	
Amortissements		1 468
TOTAL	8 311	29 163

Total des dépenses annuelles moyennes : **13 388**

REVENUS

Situation budgétaire

(en millions de dollars)

Hausse normale des revenus autonomes	3 149
Fonds de stabilisation des finances publiques	1 183
TOTAL	4 332

Nouveaux projets

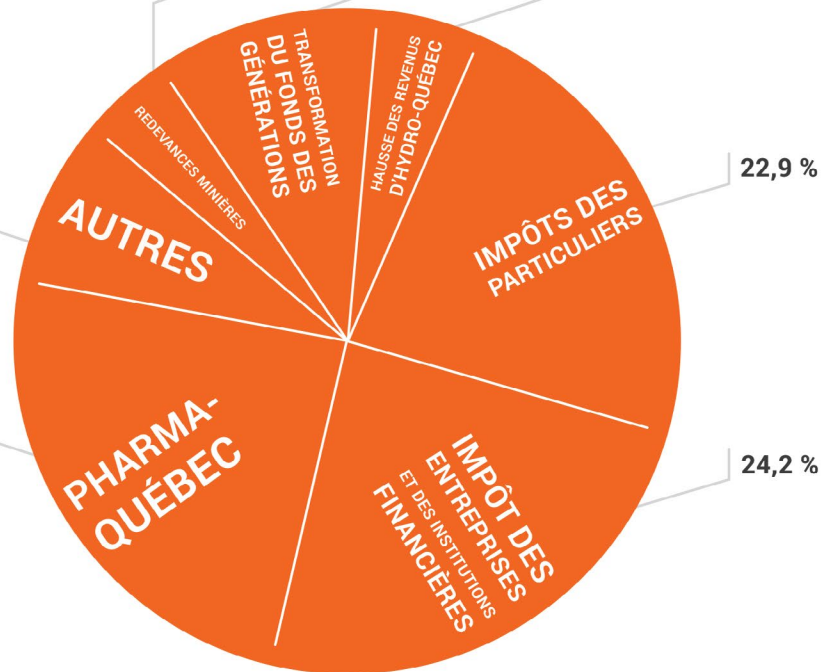
(en millions de dollars)

Opérations
(moyenne annuelle)

Pharma-Québec et assurance médicaments	2 200
Impôt des entreprises et des institutions financières	2 190
Impôt des particuliers	2 070
Transformation du Fonds des générations	1 000
Hausse des revenus d'Hydro-Québec	460
Redevances minières	400
Lutte à l'évasion fiscale	300
Lutte à la corruption	200
Impôt venant des nouvelles embauches	128
Retrait des subventions aux écoles privées	70
Implantation de logiciels libres	25
Taxe sur les publicités encourageant l'usage du pétrole	13
TOTAL	9 056

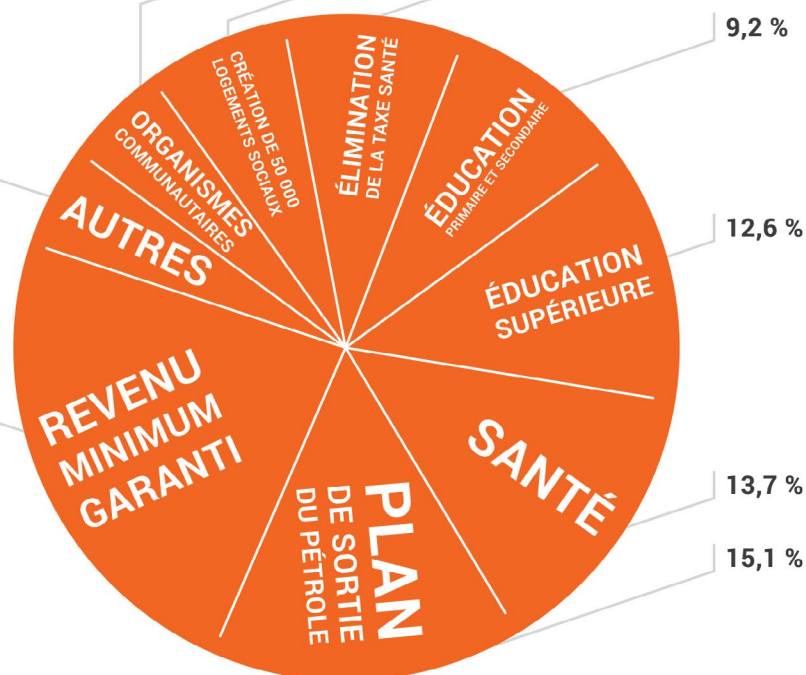
Total des revenus annuels moyens : **13 388**

Lutte à l'évasion fiscale **3,3 %**
 Lutte à la corruption **2,2 %**
 Impôt venant des
nouvelles embauches **1,4 %**
 Retrait des subventions
aux écoles privées **0,8 %**
 Implantation de
logiciels libres **0,3 %**
 Taxe sur les publicités
encourageant l'usage
du pétrole **0,1 %**



REVENUS SUPPLÉMENTAIRES

Garderies à 7 \$ **1,7 %**
 Culture **0,8 %**
 Agriculture **0,8 %**
 Assemblée constituante **0,7 %**
 Régions **0,6 %**
 Assurer le respect de la loi 101 **0,2 %**
 Faciliter l'égalité d'accès
à l'emploi **0,1 %**



DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES

Québec solidaire
7105, rue Saint-Hubert, bureau 304
Montréal (Québec) H2S 2N1



twitter.com/quebecsolidaire
facebook.com/quebecsolidaire

PAYÉ ET AUTORISÉ PAR ALAIN TREMBLAY, AGENT OFFICIEL DE QUÉBEC SOLIDAIRE
IMPRIMÉ PAR QUADRISCAN, 6600 SAINT-URBAIN, MONTRÉAL (QC) H2S 3G8